

Les racines du mal : Immigration, naturalisations, islamisation, multiculturalisme

Depuis plusieurs années la France est confrontée aux défis que représentent le multiculturalisme et l'immigration massive principalement afro-maghrébine.

Des associations, des partis politiques, des sites d'information et même des journalistes tentent depuis quelque temps d'alerter l'opinion publique sur les dangers que représente l'accueil de populations souvent incapables de s'intégrer et encore moins de s'assimiler à notre civilisation.

On sait que cela est du principalement à deux facteurs : le premier étant le nombre et le second la distance— culturelle.

Le nombre :

Il est, selon l'INSEE, de 5,3 millions en 2010. Il augmente chaque jour et sa meilleure photo reste la [statistique annuelle](#). Elle peut être calculée en additionnant le nombre d'étrangers installés sur notre sol avec le différentiel entre le nombre d'entrées légales ou illégales et le nombre de départs auquel il convient d'ajouter le nombre de naissances au sein des populations immigrées. Le tout soustrait du nombre de naturalisations sur l'année.

On compte de deux cent à deux cent cinquante mille entrées par an pour cent mille départs. À cela il faudrait ajouter les chiffres de l'immigration clandestine (estimation basse pour 2010 : Quatre cent mille) et ceux des naissances qui peuvent tout à fait être comptabilisés avec ceux de l'immigration

puisque les enfants nés de parents étrangers conservent la nationalité de leurs parents jusqu'à leur majorité, date à laquelle ils peuvent demander la nationalité française.

On pourrait aussi ajouter les chiffres des mariages « blancs et gris » mais là encore il est impossible d'accéder à des statistiques fiables, ils devraient être, de toute façon, comptabilisés avec le nombre d'entrées.

Le nombre total d'étrangers installés en France est donc extrêmement difficile à estimer et varie selon les sources de 7,2 à 15 millions.

Ce que l'on sait en revanche c'est que la vitesse de croissance de ces populations ne laisse pas matériellement, aux corps d'état en charge de les accueillir, le temps de leur transmettre et de leur faire accepter les règles républicaines et laïques qui régissent le fonctionnement de notre civilisation.

Au contraire, forts de leur nombre sans cesse croissant, les immigrés afro-maghrébins tendent, avec la complicité de beaucoup d'élus, à imposer leurs valeurs à la population locale en réclamant ce que les canadiens appellent des « accommodements raisonnables » : terrains à baux emphytéotiques inférieurs aux prix du marché pour ériger des mosquées, [abattages rituels des animaux](#), repas hallals et bien sûr sans porc, absences pour raison de prières ou de ramadan, port du hijab ou du niqab, [financement public](#) de lieux « [culturelo-cultuels](#) », horaires et lieux séparés en fonction du sexe, pénalisation du blasphème, assurances et finances islamiques, magasins sans porc ni alcool, [suppression de jours fériés chrétiens](#), etc.

La distance culturelle :

En dehors de la barrière surmontable de la langue il n'est pas bien difficile d'intégrer des étrangers occidentaux dans notre société puisqu'ils partagent déjà nos valeurs depuis leurs

pays d'origine ([Respect des femmes](#) et égalité des sexes, place de la religion, valeur de la vie humaine, éducation des enfants, etc.).

Par contre lorsque la civilisation d'origine d'un étranger est fondée sur un système politique et théocratique comme l'Islam, religion extrêmement prescriptive en matière sociale, morale ou juridique, il devient très difficile pour cet étranger de substituer à ses propres valeurs nos valeurs laïques, républicaines et démocratiques. En effet il restera toujours convaincu que les siennes transcendent les lois temporelles et humaines. Il y donc a fort à craindre que la bataille que gagna la république contre la religion catholique, dans sa croisade pour la laïcité, [elle la perdra contre l'islam.](#)

Tout non musulman qui a un tant soit peu [étudié l'Islam](#) (Haddits, Coran, Sunna, Sira, etc.) ainsi que le contexte historique dans lequel s'est constitué et développé ce système, sait que la religion ne constitue que la partie émergée de l'iceberg. Tout le reste étant un véritable système politique prescripteur, expansionniste et conquérant. Pour ces raisons, il apparaît pertinemment que l'Islam n'est soluble que dans lui même et certainement pas dans une civilisation étrangère qui, par nature, lui est antagoniste. On n'installe pas, par exemple, une monarchie et une république dans un même pays, il faut choisir, pour l'Islam c'est la Sharia et rien d'autre. De plus cette religion n'est pas un self-service dans lequel on ne prend que ce dont on a envie. C'est une idéologie qui transcende les lieux géographiques et les pays, c'est aussi une organisation sociale, politique, juridique, morale et même économique. Il faut bien prendre conscience que tous ces composants sont indissociables. La partie religion, qui est le composant qui s'affranchit le plus facilement des frontières, n'en est que la tête de pont, la vitrine. Le processus actuel [d'islamisation de l'Europe](#) consiste à faire accepter en douceur sa composante religieuse pour permettre aux autres composants, le moment venu, de s'élever brutalement

sur les décombres des sociétés occidentales.

Mais tout ceci ne représente que les symptômes de la maladie et n'explique pas comment elle s'est déclarée et surtout pourquoi, non seulement on ne la soigne pas, mais en plus on l'entretient.

Les racines du mal

La cause économique : la main d'œuvre

Tout à commencé après guerre, il fallait reconstruire le pays mais la main d'œuvre manquait, on a donc fait venir en France des espagnols, des portugais, des italiens, des polonais ainsi que des arméniens. Et c'est parce qu'ils partageaient avec nous les mêmes valeurs judéo-chrétiennes que leur assimilation, bien qu'ayant pu poser certains problèmes, fut possible. De plus ces gens là sont arrivés chez nous une boîte à outil dans la main et pas avec les formulaires de la CAF pré-remplis.

Dans les années 60, après la guerre d'Algérie et durant les 30 glorieuses, la main d'œuvre manquait encore, et les travaux à faible valeur ajoutée ne séduisaient plus vraiment les européens.

Sous la pression du patronat, on a alors déployé les passerelles migratoires vers les Turcs, les Maghrébins et autres Africains qui eux, étaient moins regardants quant à la dangerosité ou à la pénibilité du travail. Ils cherchaient par tous les moyens à fuir la misère qu'avait entraîné la décolonisation et leurs gouvernements encore aujourd'hui corrompus.

Dans les années 70, le patronat qui s'était habitué à disposer de cette main d'œuvre sous-payée et corvéable à merci s'est inquiété de la défection possible de ces gens qui à tout moment pouvaient repartir dans leurs pays en laissant en plan les juteux chantiers qui faisaient la fortune de ces patrons sans scrupules. Alors ces derniers ordonnèrent à leurs valets,

Giscard et Chirac, de prendre des mesures pour « fidéliser » les immigrés. C'est pourquoi on eu la fabuleuse idée d'instaurer le regroupement familial. Mais là encore on s'aperçut très vite que les enfants des immigrés, sur qui on comptait pour reprendre le flambeau de leurs pères dans les chantiers, rechignaient à assurer de la sorte l'essor économique de la nation préférant devenir fonctionnaires, faire des études, vivre des allocations ou sombrer dans la [délinquance](#). On continua donc et on continue encore à importer de la main d'œuvre malgré un chômage à plus de 10%. Désormais ce sont ces « entrants » qui constituent notre nouveau prolétariat.

La cause historique : la culpabilité coloniale

Que la [colonisation](#) ait été une bonne ou une mauvaise chose pour l'Afrique reste un débat ouvert bien qu'interdit par le politiquement correct en France. La tendance serait même plutôt à considérer que la colonisation fut un crime dont il conviendrait [de s'absoudre](#).

Or lorsque dans un tribunal un prévenu est reconnu coupable il doit verser des dommages et intérêts à sa victime. C'est donc tout naturellement, en guise de pénitence, que nous nous acquittons de ceux ci en accueillant sur notre sol ceux à qui on est censé avoir fait du tort.

En effet, s'il n'est pas question de repentance officielle qui pourrait conduire les ex-états coloniaux à verser des indemnités aux pays dont ils ont eu l'audace de construire toutes les infrastructures, de découvrir les ressources minières, de créer une agronomie, de former les autochtones, de les soigner, de scolariser les enfants, etc., par l'accueil massif et continu de ressortissants étrangers venus s'installer définitivement sur notre sol, nous avons trouvé un compromis tacite avec nos anciennes colonies nous permettant ainsi de nous acquitter de cette horrible dette morale. Le problème étant que si une dette est quantifiable, cette

pseudo-dette morale reste quant à elle sans fin. De plus elle nous conduit à accepter l'islamisation du pays, le surchômage, l'explosion des dépenses sociales et de santé, l'insécurité, les [trafics d'armes](#) ou de drogue, le multiculturalisme échouant et à terme le remplacement de notre population.

Elle s'avère même immorale puisque nous laissons entrer de nouveaux pauvres auxquels nous n'avons plus rien à offrir compte tenu de notre situation économique, des riches qui accaparent entreprises, vignobles, industries et divers biens immobiliers ainsi que des étudiants qui une fois leur diplôme en poche se gardent bien de retourner vers leur pays d'origine pour participer à son essor le privant ainsi des élites intellectuelles qui lui font cruellement défaut.

La cause philosophique : L'universalisme républicain et philosophique

Liberté-égalité-fraternité, droits de l'homme, philosophie des lumières, démocratie, humanisme, asile politique, égalité des sexes et des races, etc., sont des valeurs qui, héritées de la chrétienté, ont fondé la France et la majorité d'entre elles n'ont pas attendu la Révolution.

Toutefois il faut avoir les moyens de ses ambitions : si certaines ne coûtent rien dans les faits, telle l'égalité des sexes (quand elle n'est pas féminisme militant), telle la tolérance (quand elle n'est pas permissivité), telle l'égalité (quand elle n'est pas égalitarisme) et telle la liberté (quand elle n'empiète pas sur celle des autres), il n'en va pas de même pour la fraternité, le droit d'asile, le « moderne » droit d'ingérence qui est devenu « devoir » et autres valeurs lorsqu'elles sont conduites vers un paroxysme absurde.

Ces dernières ont engendré [l'AME \(800 millions d'€\)](#), [l'ATA](#),

les pensions de retraites pour les étrangers n'ayant jamais cotisé ([page 54](#)), le regroupement familial et son kit allocations logement et familiales, les interventions militaires OPEX de libération des peuples opprimés qui seront d'ailleurs les [opresseurs de demain](#), les diverses aides aux pays en voie de développement souvent détournées par ces derniers, etc. Le tout payé avec l'argent de contribuables déjà en voie de paupérisation.

L'égalité des races est aussi une très belle chose mais lorsque cette valeur est dévoyée et poussé à l'extrême elle se transforme en « discrimination positive » et exclut de fait les indigènes au profit des allogènes :

« L'égalité c'est pas donner la même chose à chacun, c'est donner plus à celui qui vient de plus loin. ». Signé Sarkozy sur RMC le 01/05/2012 dans Bourdin & Co

Vous irez expliquer à vos enfants que s'ils n'ont pas de place à la Fac, dans les grandes écoles ou que s'ils doivent commencer leur carrière comme chercheur chez Pôle emploi c'est parce que d'autres n'ont pas eu la chance comme eux de naître blancs dans une famille de français moyens et qu'il faut donc leur donner un coup de pouce au détriment des « sous-chiens ».

On constate aussi la dérive extrémiste de l'anti racisme porté par des officines [à la gestion douteuse](#) et grassement [subventionnées](#) qui considèrent que ce qui compte n'est pas ce que l'on dit mais c'est la façon dont leur police [sélective](#) de la pensée a envie de l'interpréter.

Pour nous faire accepter avec le sourire cette immigration/invasion, le système a dépêché une armée de sociologues de gauche, de philosophes ratés en mal de reconnaissance (vous voyez qui je veux dire) et de pseudo-économistes pour venir occuper les plateaux de télé et nous seriner à longueur d'année combien l'immigration, surtout

afro-maghrébine, est une chance pour l'Europe. En effet, d'après ces gens là, les immigrés nous [rapportent](#) 12,5 milliards d'euros (il nous en faut donc plus), ils paieront nos retraites, ils nous offrent un apport culturel indispensable, ils font les métiers (sous-payés) que les Français ne veulent plus faire, il y en a même qui prétendent sans rire que [les immigrés poussent les salaires des français à la hausse](#) !

Mais le coût n'est pas seulement financier. Il est bien pire. Il est celui qui nous amène à renoncer à notre identité, celui qui nous pousse à une relecture sélective et culpabilisante de notre histoire, celui qui nous fait accepter le [remplacement planifié de notre population](#), celui qui nous livre au relativisme et enfin celui qui nous conduit à [l'inversion de nos valeurs](#) (ex : les coupables deviennent des victimes de la société de l'exclusion et du racisme et les vraies victimes sont oubliées ou méprisées). L'immigration, une chance pour la France ? Suivez la rubrique des [faits divers \(1\) \(2\)](#) et voyez la [population carcérale](#), vous aurez la réponse.

La cause politique : Clientélisme et réservoir électoral

Les dernières élections, présidentielles et législatives ont révélé un fait qui n'a pas échappé aux partis du système : les classes dites populaires et les jeunes développent une fâcheuse tendance à voter de plus en plus pour le Front National. En effet ils se reconnaissent dans les valeurs défendues par Marine Le Pen qui a fait sien cet adage de bon sens populaire « charité bien organisée commence par soi même ». Les électeurs ont donc fait ce raisonnement simpliste aux yeux de la classe politique UMPS : « Et si on commençait par défendre les intérêts de la France et des français avant d'accueillir toute la misère du monde sur notre sol avec nos

impôts ? ». Les politiques surtout de gauche ont très bien compris que leur clientèle ne se situait plus dans ces couches de populations mais bien dans celle des nouveaux arrivants qu'il suffit d'arroser de toute sorte d'avantages : CMU, terrains à mosquées, abattoirs hallals et subventions en tout genre, pour en cueillir les bulletins de vote. Il est donc du plus grand intérêt pour les politiques du système que croissent sur le sol de la Patrie les populations immigrées, surtout afro-maghrébines, dont on sait qu'elles seront très vite naturalisées, car elles représentent leur réserve électorale la plus fiable aujourd'hui et pour les années à venir. Lors de la candidature de Barack Hussein Obama à l'investiture suprême des USA, les bobos, les gauchistes et autres anti-racistes scrutèrent de près le vote WASP car ils soupçonnaient les blancs d'un possible vote communautariste massif en faveur des républicains uniquement mu par la volonté de ne pas avoir à la tête du pays un président noir. Or à l'issue du scrutin on constatera que non seulement le vote blanc s'était réparti, comme d'habitude, entre démocrates et républicains mais que les noirs avaient voté à 98% pour Obama. Ce vote communautariste par contre n'a choqué personne. De même en France, 18% de salauds ont voté pour Marine et ça choque tout le monde mais 93% des musulmans qui votent pour Hollande, ça, c'est passé comme une lettre à la poste.

La cause humanitaire : Chantage et soutien indirect

Pour éviter que l'immigration massive ne le soit trop, il convient de céder au chantage de certains pays africains dont le discours consiste à dire aux européens que le maintien des populations sur place a un coût que les européens doivent prendre en charge et ce, de deux façons : premièrement par des subsides directs, bien souvent détournés au profits de gouvernements corrompus et deuxièmement en acceptant qu'un

nombre considérable d'immigrés [s'installent en Europe](#) et transfèrent des fonds vers leurs provinces natales. Il faut savoir que nombre de villages africains vivent des allocations françaises acquises au titre des droits sociaux par leurs ressortissants venus s'installer chez nous. L'effet est en fait pervers car c'est là un énorme frein au développement de ces villages : pourquoi labourer la terre, faire des études, commercer ou investir dans des structures pouvant conduire à l'autonomie financière et sociale puisque de véritables rentes permettent de vivre, même chichement, sans avoir à se bouger plus que de nécessaire. Il en est, parmi les économistes du système, qui tentent même de nous faire croire que les milliards d'euros reçus par l'Afrique en provenance de ses émigrés d'Europe allègent la facture de l'aide au développement que nous distribuons à ce continent. Comme si les gouvernements européens connaissaient précisément le montant de ces flux financiers et les déduisaient de l'aide octroyée. En réalité on ne réduit jamais ni la facture ni la fracture. De plus, les européens cultivent par cet assistanat une bonne conscience post-coloniale en ayant l'impression d'œuvrer pour résorber la misère endémique dans laquelle ils croient que la colonisation a plongé l'Afrique par la faute de leurs ancêtres.

La cause réglementaire et légale : les traités internationaux et européens

Les conventions internationales et les traités européens sur la libre circulation des marchandises et des hommes sont des amplificateurs du phénomène migratoire sud/nord. Ils ont été signés conformément à la philosophie libérale qui prône la mondialisation et le libre-échange que le système financier et nos dirigeants nous ont imposé. La convention de Schengen, par exemple, qui a fait des frontières européennes de [véritables](#)

passoires en supprimant les contrôles douaniers, permet à toute personne qui a réussi à mettre illégalement le pied sur le sol européen de se rendre dans n'importe quel pays de cette zone. De plus, il n'a pas fallu longtemps pour s'apercevoir que la disparition des frontières allait favoriser les trafics en tous genres tels celui des armes, des cigarettes, des œuvres d'art, des faux papiers, de la drogue et surtout des êtres humains (prostitution, travail clandestin, filières d'immigration, etc.).

Le droit d'asile, qui fait lui aussi l'objet de traités internationaux, est, bien entendu, un formidable pourvoyeur d'immigration en France. En effet, on sait très bien qu'il suffit à un candidat à l'immigration économique de prétendre qu'il est persécuté dans son pays pour demander l'asile politique et commencer à percevoir immédiatement l'allocation temporaire d'attente ([ATA](#)). Pour peu qu'il soit venu avec sa famille et qu'il commence à scolariser ses enfants il devient inexpulsable.

La justice française n'est pas en reste quand il s'agit d'accorder toujours plus de droits et de protection aux immigrés clandestins. En effet, majoritairement à gauche, la magistrature française, par la cours de cassation, vient de décider qu'un immigré clandestin ne pouvait plus être poursuivi comme délinquant ni être placé en garde à vue mais devait faire l'objet d'une procédure administrative pour être éventuellement reconduit à la frontière. Or on sait à quel point il est déjà difficile de renvoyer un clandestin dans son pays d'origine par une procédure judiciaire, alors imaginez par une simple procédure administrative...

Pléthore d'associations grassement subventionnées sont là pour aider les immigrés, clandestins ou légaux, dans les démarches administratives, pour l'obtention de logement, de soins, d'allocations ou de papiers, favorisant ainsi à terme leur installation définitive sur notre sol.

La cause démographique : problème de natalité et politique familiale

Plutôt que de développer une véritable politique de natalité (Accueil de la vie, création de crèche, salaire parental...), nos élites ont choisi la voix de la facilité au détriment des Français de souche pour faire gonfler les chiffres de la natalité : [la France est probablement le seul pays au monde qui paye des étrangers pauvres pour venir se reproduire sur son sol.](#) En effet il leur suffit de faire rentrer toujours plus d'immigrés, de naturaliser ceux qui sont déjà là, et de promouvoir le droit du sol pour trouver au bout du compte 2,1 enfants par femme dans ce pays. Il serait très intéressant de pouvoir comparer le nombre d'enfants nés de femmes françaises avec celui de femme d'origine étrangère résidant sur notre sol. Sauf que les statistiques ethniques étant interdites, on ne peut que spéculer sur [ces chiffres](#). Certains experts s'accordent à dire qu'en 2050 au rythme, où vont les choses, 40 à 50 % de la population française sera d'origine afro maghrébine. L'Histoire nous apprend que si une culture ou une civilisation peut parvenir à intégrer un certain nombre d'individus aucune n'a jamais réussi à intégrer des peuples entiers sans disparaître. Il est temps de se rendre compte qu'une vache née dans une écurie ne sera jamais un cheval !

La cause sociale : acquis sociaux

De véritables pompes aspirantes sociales et économiques poussent des peuples entiers à tenter de venir s'installer chez nous. Il est reconnu que vivre en France sans travailler est infiniment plus rémunérateur et confortable que d'avoir

une activité dans certains pays dits en voie de développement. En effet sous l'influence des mouvements gauchistes et de droite bien pensante, les acquis sociaux arrachés de haute lutte par les travailleurs français au cours de l'Histoire ne peuvent se contenter de bénéficier qu'aux seuls français en excluant les immigrés. L'égalitarisme fait tous les jours des ravages sociaux et économiques en privilégiant par exemple l'accès au logement social pour les immigrés puisque seul le critère retenu dans les demandes est le nombre de personnes composant une cellule familiale. Donc à revenus identiques, un couple de français avec deux enfants se logera plus difficilement qu'un couple d'immigrés avec quatre ou cinq enfants venus sur le territoire national grâce au regroupement familial. Ces immigrés auront aussi droit comme n'importe quel français à la CAF, aux allocations chômage et aux diverses aides et tarifs préférentiels que l'on aurait pu pensés réservés aux français pauvres. Et bien sûr ils auront en plus droits aux divers avantages et allocations qui leur sont réservées et auxquels les français n'ont pas défini pas accès. Il y a fort à parier que nos ancêtres qui se sont battus pour obtenir des acquis sociaux étaient loin de se douter qu'ils le feraient pour que tous les habitants de la planète en bénéficient à partir du moment où ils posent un pied sur notre sol.

La cause culturelle : bobos, snobisme et multiculturalisme

C'est tellement tendance de s'extasier sur des pièces d'artisanat mal fagotées que l'on appelait à l'origine « art primaire ou primitif » et que le politiquement correct a rebaptisé « art premier ». On a dépensé plus de 100 millions d'euros pour créer au musée du Louvres le Département des arts de l'Islam, [en partie financé par le roi du Maroc](#), dans le but d'y exposer quelques pièces d'artisanat primitives devant

lesquelles les bobos parisiens pourront venir parfaire leur culture dhimmie. Où sont les Départements des arts chrétiens, juifs ou bouddhistes au Louvre ? On n'y expose pas l'art maghrébin, arabe ou moyen oriental mais bien l'art islamique. Quelle meilleure façon pour d'offrir des lettres de noblesse à l'Islam que d'ouvrir un département hors de prix dans un lieu aussi emblématique que le musée du Louvre qui reste laïque mais seulement envers les autres religions ?

De l'art populaire au plus élaboré, des écrits les plus communs aux textes philosophiques les plus pointus, des musiques folkloriques aux opéras, des paysages naturels à ceux redessinés par l'homme, les occidentaux donnent l'impression d'avoir fait le tour de tout ce qui concerne leurs racines et leur identité en allant chercher dans les cultures étrangères des réponses qu'il croient ne pas exister chez eux. Cette tendance a été très marquée dans les années 70-80 par l'attirance envers la philosophie et la médecine orientale... et ses dérives new âge. Les jeunes étaient plutôt fascinés par les arts martiaux auxquels ils prêtaient parfois des vertus mystiques entretenues par pléthore de films de kung-fu qui s'étaient substitués aux westerns et films de guerre. Mais les modes passent et le besoin d'être fasciné, lui, ne se tarit pas. Après les arts précolombiens, aztèques, turcs, mongols, inuits et j'en passe. L'occidental, avec à sa tête le bobo français, s'est rendu compte du merveilleux [apport culturel](#) (et scientifique) qu'il avait là sous les yeux sans même s'en être rendu compte avant : la culture afro-maghrébine. Il fallait donc absolument l'introduire à [l'école](#) (danses africaines, cours d'arabe, étude de l'empire Kanga Moussa...), au sein de la cité (Institut du monde arabe, des cultures islamiques, mosquées cathédrales), dans les médias, etc. Quelle plus belle preuve d'ouverture d'esprit, de tolérance et d'anti-racisme de la part de tous ceux qui se prosternent devant l'autel du multiculturalisme que de se passionner pour des cultures exotiques primaires et moyenâgeuses. Tout cela est tellement branché et répond si bien au besoin impérieux de faire connaître à nos enfants la culture de leurs prochains

maîtres.

La cause industrielle : Energies et les matières premières

Il s'agit là du principal motif d'acceptation par les politiques et le patronat du développement des valeurs arabo-musulmanes en Occident. En effet les pays qui détiennent les énergies fossiles et les ressources minières sont en mesure d'imposer ce qu'ils veulent au reste du monde surtout quand le reste du monde se bat pour leur offrir les moyens de découvrir et d'exploiter ces ressources.

Imaginons, cas extrême, que demain soit promulguée par un pays occidental une loi qui interdit toute construction de mosquée sur son territoire en réponse à l'interdiction légale ou tacite de construire des lieux de culte non musulman au Maghreb et au Moyen-Orient. Les [pays arabes de l'OPEP](#), en guise de réponse, engageraient immédiatement des mesures de rétorsion économiques contre ce pays qui verrait aussitôt flamber les prix de l'essence et des matières premières. Cette perspective est bien entendu totalement inconcevable autant pour les grands capitaines d'industrie que pour les consommateurs. C'est pourquoi sur les fleuves de pétrole et de gaz qui se déversent en Europe naviguent les vaisseaux l'Islam le plus radical. Ils déchargent leurs valeurs moyenâgeuses et obscurantistes dans les ports occidentaux, nous les présentant comme indissociables du commerce des énergies fossiles et des ressources minières. C'est un tout, à prendre ou à laisser. Le choix est vite fait. Il va de soit. Mais ne nous y trompons pas, la France agit de même lorsqu'elle vend, par exemple, du nucléaire civil. Elle prend le plus grand soin à ce que cela ne se transforme pas en technologie militaire. La différence est que nous tentons d'imposer des valeurs humanistes mais qu'en revanche on nous impose des valeurs totalitaires. Le chantage concernant le pétrole se situe aussi au niveau du

volume d'achat. En effet certains pays de l'OPEP nous ont fait savoir que si nous diminuons nos achats grâce à l'ajout de bioéthanol dans l'essence, grâce au [pétrole d'algues](#) ou à la technologie hybride, le prix du baril augmenterait en proportion.

Pourtant le [peak oil](#) est déjà atteint même s'il est nié par l'OPEP qui surévalue à dessein ses réserves sous terraines.

Nous achetons du gaz au Qatar qui en retour rachète des pans entiers de notre tissu économique. Et nous acceptons cela, trop content que nous sommes de voir revenir dans notre économie une petite partie de l'argent que nous dépensé chez lui. Nous négligeons un détail : tout contrat signé avec le Diable engage à y laisser son âme.

En somme l'achat de toutes ces ressources nous conditionne, en outre, à accepter sur notre sol l'enracinement d'un l'Islam expansionniste qui ne fait que tendre chaque jour un peu plus vers sa radicalisation.

Voilà, le constat est fait, la maladie est diagnostiquée et les remèdes sont connus. Il ne reste plus maintenant qu'à convaincre le malade de son état et surtout à trouver un praticien qui aura le courage de le traiter.

Philippe MORIZE